

On ne peut que regretter aussi que H.T. Norris n'indique pas toujours ses sources ou cherche même à les dissimuler. Nous n'en prendrons pour exemple qu'un seul cas. Le *Tārīḥ Ifriqiyā* d'al-Raqīq est cité (p. 62) d'après un « manuscrit, pp. 17-18 ». Or, à ma connaissance, il n'en existe qu'un seul, dont l'authenticité n'est pas encore formellement établie. Il a été édité en 1968 par al-Monji al-Kābī, qui renvoie pour la citation en question à la page 17 du manuscrit, non aux pages 17-18. En outre, la traduction est plus proche du texte d'Ibn 'Idārī que de celui d'al-Raqīq.

Encore un autre regret, la manière avec laquelle ont été traités les noms propres : *tifinar* pour *tifinagh*, *Ymktan* pour *Imk(a)t(e)n*, *Izmaren* pour *izamaren*, *Tamanart* pour *Tamamanawt*. Ce dernier toponyme est même gratifié d'une explication étymologique : « 'the minaret' in berber ». Or, si ce toponyme Tamanart existe, il n'a rien à voir avec minaret. Il s'agit d'un vieux mot berbère dont la forme masculine « amanar » signifie, selon les régions berbérophones, albino (mouton ou chameau), constellation, constellation d'Orion, lampe à huile, antilope, cavalier, etc.

Avec ses imperfections, ce livre, peut-être un peu hâtivement rédigé, n'est cependant pas inutile. Le public anglophone pour lequel il est destiné y trouvera sur les Berbères de précieux renseignements.

Mbarek REDJALA
(C.N.R.S., Aix-en-Provence)

Muhammad 'Abd-al-Wahhāb ḤALLĀF, *Qurṭuba al-islāmiyya fī 'l-qarn al-hādī 'aśar al-milādī / al-ḥāmis al-hiğrī*. Tunis, al-Dār al-Tūnusiyya li'l-Našr, 1984. 23 × 14 cm., 327 p.

Cet ouvrage est issu d'une thèse de doctorat présentée en 1976 à l'Université du Caire. Il est élogieusement préfacé par l'un des bons spécialistes égyptiens de l'*Andalus*, le Docteur Maḥmūd 'Alī Makki, professeur de littérature arabo-andalouse dans cette même université. Il est centré sur la Cordoue musulmane au 5^e/11^e siècle, et le sous-titre en précise encore l'orientation : il s'agit d'une étude globale sur « la vie économique et sociale », et non d'une histoire politique. Elle concerne cette période-clé de l'histoire de l'*Andalus* islamique qui suivit la chute du Califat omeyyade de Cordoue, et au cours de laquelle s'exprima de façon beaucoup plus nette que durant les siècles précédents le particularisme andalou au sein de l'ensemble méditerranéen du monde musulman.

Trois grands sujets président à la division de l'étude : *L'urbanisme* (première partie, p. 17-79) : plan de la ville; palais et lieux de plaisance; maisons; bains; moyens de communication et transports; réseaux de distribution de l'eau; mosquées; cimetières; églises; remparts et portes. *La vie économique* (deuxième partie, p. 80-232) : politique économique; commerce; marchés; industries; institutions financières; niveau de vie. *La vie sociale* (troisième partie, p. 233-324) : éléments de population; vie publique.

La vie économique est la partie la plus importante de ce travail, et les développements qui lui sont consacrés en constituent l'apport le plus fourni et le plus original. La division de l'ouvrage en trois grands chapitres est d'ailleurs quelque peu artificielle : tels des éléments d'information

fournis dans la partie économique seraient aussi bien à leur place dans la partie concernant la vie sociale, et l'urbanisme lui-même aurait pu être présenté de façon plus étroitement liée avec le reste, en raison de ce qu'il peut révéler de la vie et de l'activité de la société cordouanne d'alors. L'auteur a sans doute pensé qu'il appartenait au lecteur d'établir ces liaisons, lesquelles n'apparaissent pas tellement dans le cours de son étude.

Dans son introduction, il précise que, jusqu'à présent, le 11^e siècle andalou n'a pas été suffisamment étudié, sinon dans la perspective d'une histoire événementielle, ou à travers des monographies sur des sujets limités et en laissant de côté cet aspect de l'histoire totale qui se manifeste à travers la vie sociale et les activités économiques de toute communauté humaine. C'est donc sur ce dernier point qu'il oriente délibérément son regard. Il le fait, certes, en le situant dans le cadre des grands événements politiques, mais de façon trop rapide. Il n'était pas de son propos de donner à ces événements la place prépondérante qu'ils occupent dans les études historiques habituelles. Peut-être cependant aurait-il pu évoquer de façon plus précise les changements qu'entraînèrent, dans les mentalités et les rapports sociaux ainsi que dans le cadre général des activités, tout d'abord la chute du Califat et le morcellement de l'*Andalus*; et plus tard la réunification politique qui eut lieu sous la férule almoravide. Il ne nous dit à peu près rien non plus des répercussions que pouvaient avoir sur la vie générale la *Reconquista* ou les guerres entre les principautés. De telles indications ne sont pas totalement absentes de son travail, mais elles sont trop souvent données de façon purement occasionnelle.

Nous sommes donc en présence d'une étude qui, venant à la suite de celle réalisée par le Dr Muhammed Benaboud sur Séville à la même époque⁽¹⁾, et ayant été menée dans un esprit ouvert aux réalités historiques autres que purement politiques, ajoute un élément de plus à l'ensemble des travaux effectués sur cette période par les chercheurs arabes d'aujourd'hui.

L'un des principaux obstacles que rencontre toute étude consacrée à la vie économique et sociale du monde musulman médiéval est le fait que les informations disponibles sont très dispersées : on peut les trouver au fil des pages dans les ouvrages d'histoire, dans les anthologies littéraires, dans les recueils biographiques, dans les ouvrages géographiques, dans les livres consacrés aux généalogies, etc. L'auteur en recueille de très nombreuses, alliant à cette collecte le souci d'une synthèse qui rassemble les faits dans une vision d'ensemble. Ainsi a-t-il pu, à son avis, acquérir une représentation relativement claire des grands traits de la vie sociale et économique cordouanne durant cette période.

En ce qui concerne la vie économique, ce but lui a paru d'autant plus aisé à atteindre qu'à côté des sources traditionnelles dont il a extrait tout ce qui lui semblait susceptible d'entrer dans son propos, il a pu faire fond sur un certain nombre d'ouvrages de *hisba* : ceux qui ont été publiés en 1955 par E. Lévi-Provençal, auxquels il ajoute *Ādāb al-hisba* d'al-Saqatī, et *al-Taysir fī ahkām al-tas'ir* d'al-Mgildī. Mais il n'est pas étonnant que ce dernier, annoncé dans l'introduction (p. 15), trouve peu d'écho dans le cours de l'étude, car, à ma connaissance, il concerne plutôt le 17^e siècle marocain.

L'auteur s'appuie, entre autres mais pour une part importante, sur un manuscrit du *Kitāb al-ahkām al-kubrā* du juriste Abū 'l-Asbaq 'Isā Ibn Sahl (m. 486/1093). Ce livre semble fourmiller

⁽¹⁾ Cf. *Bulletin Critique* n° 3 (1986), p. 108.

de considérations jurisprudentielles et de décisions ou consultations juridiques sur les pratiques diverses qui avaient cours alors en matière de statut personnel ou de transactions commerciales; à quoi s'ajoutent les réglementations concernant l'organisation des marchés, le rôle du cadi et du *muhtasib* etc...., autant de documents précieux et éclairants qui constituent la base de ses informations sur un grand nombre de points importants. Il souligne d'ailleurs (p. 14) qu'il est le premier à avoir utilisé Ibn Sahl dans une recherche de ce genre; il est vrai que c'est là une des choses, mais non la seule, qui font l'originalité de son apport. Dans les pages 192 sq. en particulier, il nous présente de façon assez détaillée les modalités des transactions commerciales telles qu'elles se trouvent exposées dans les *Aḥkām* au chapitre des ventes; ceci, non seulement sous leur aspect théorique, mais surtout dans la pratique quotidienne, à propos des questions sur lesquelles cadis et *muhtasib*-s avaient à prendre des décisions motivées. A travers de nombreux problèmes concrets, nous assistons à la mise en place d'une pratique jurisprudentielle inspirée de la loi islamique, et où vient en première place la jurisprudence concernant les transactions immobilières (v. en particulier p. 28). De même, aux pages 113 sq., abordant la question du commerce des esclaves — lequel était particulièrement développé à Cordoue —, il cite à partir d'Ibn Sahl, et aussi d'al-Saqatī, un certain nombre de litiges qui ont suscité la réflexion des jurisconsultes et les principes qui ont inspiré leurs décisions; ce domaine, en effet, était particulièrement propre à fournir matière à procès, les commerçants d'esclaves n'étant pas à court de ruses ingénieuses pour tromper leurs clients sur la qualité ou la nature de leur « marchandise ».

Ibn Sahl n'est bien sûr pas le seul dont l'auteur ait tiré profit pour mener à bien son étude économique. Mais la place éminente qu'il lui donne en fait une source bien à part. L'on se prend à regretter que ces *Aḥkām* et leur auteur n'aient pas fourni en eux-mêmes la matière d'une étude particulière plus approfondie dans le cadre même de ce travail.

Ce que l'on peut regretter également, c'est le caractère plutôt « compilatoire » de certains chapitres ou sous-chapitres de l'ouvrage. C'est le cas pour ceux qui concernent l'urbanisme. Les références principales y sont de nature littéraire (en prenant le mot au sens large), malgré le recours à d'autres données tirées en particulier d'études menées par les chercheurs espagnols. La nomenclature y prend souvent le pas sur l'analyse véritable et sur la vision d'ensemble. Aucun plan de Cordoue ne vient aider le lecteur à se représenter visuellement la configuration de la ville à cette époque. Peut-être un tel plan existait-il dans la thèse originelle? En ce cas, il n'a pas été reproduit dans l'ouvrage. Le même caractère de « compilation » peut être remarqué pour tout ce qui concerne les institutions financières et les monnaies, et peu de réflexions d'ensemble semblent avoir été suscitées par les données qui sont fournies.

En dépit du grand intérêt qu'aurait pu présenter la troisième partie, consacrée à la vie sociale, cette partie est assez rapidement « expédiée ». L'évocation des différents éléments de la population (« Andalous », Berbères, Esclavons, Chrétiens et Juifs) apporte quelques informations intéressantes; mais elle est loin de rendre compte suffisamment de ce qu'était vraiment la vie de ces différents groupes, et de leurs rapports mutuels. L'analyse de l'élément « andalou », c'est-à-dire en fait hispano-arabe, aurait pu être poussée plus loin, ne serait-ce qu'à partir des échos qui nous en parviennent dans la littérature de l'époque, en particulier cette sorte de revendication *šu‘ūbiyya* andalouse à l'égard des éléments restés purement arabes et, surtout sur le plan politique, à l'égard des Berbères. Un bon sous-chapitre est consacré aux Esclavons; mais,

finalement, peu de chose nous est dit sur la complexité de cet ensemble représenté par la population servile dans la diversité de ses composantes; pourtant le chapitre sur le commerce des esclaves, qui fait partie de l'étude économique, nous fait sentir l'importance et le poids de cette population dans la vie courante et même le langage, sans compter ce que ce commerce pouvait avoir comme résultat sur les mentalités et la conception des rapports sociaux. Il semble que pour cette dernière partie, l'auteur, tout en en faisant état par le jeu des citations, n'ait pas exploité en profondeur toutes les données que ne manquent pas de lui fournir ses sources, qu'elles soient de nature historique, littéraire ou juridique.

Enfin, ce qui nuit à la qualité de l'ouvrage, c'est l'absence d'une bibliographie générale, au début ou à la fin. C'est là une lacune que l'on regrettera d'autant plus que les notes en bas des pages ne donnent d'indication précise ni sur les bibliothèques où se trouvent les manuscrits consultés, ni sur le nom, ni sur le lieu, ni sur la date des éditions des ouvrages cités. Sans doute cette bibliographie figurait-elle dans la thèse originelle. Qu'elle ne figure pas également dans la publication imprimée destinée à un plus grand nombre de gens est absolument anormal dans le contexte de la recherche actuelle.

Alfred-Louis DE PRÉMARE
(Université de Provence)

Joseph CUOQ, *L'Eglise d'Afrique du Nord du II^e au XII^e siècle*. Paris, Centurion, 1984.
211 p.

Ce petit ouvrage présente les grandes lignes de l'histoire de l'Eglise telle qu'elle s'est développée en Afrique du Nord du II^e au VI^e siècle, puis a décliné jusqu'à disparaître du VII^e au XII^e siècle. Dans les cinq premiers chapitres — l'Afrique du Nord avant les chrétiens; les premières communautés chrétiennes; Saint Cyprien pasteur de l'unité; l'Eglise déchirée au temps du schisme donatiste; Saint Augustin, l'apogée de l'Eglise d'Afrique —, l'auteur a eu recours à des études plus ou moins récentes, sans vouloir faire un état précis des questions débattues. La concision de certains propos soulèvera quelques objections : prétendre (p. 9) que les Berbères entrent dans l'histoire uniquement à l'époque de Massinissa et des guerres puniques, semble faire peu de cas des périodes antérieures (cf. G. Camps, *Berbères aux marges de l'Histoire*, éd. Hespérides, 1980, 348 p.). On appréciera davantage les chapitres VI, VII et VIII — sur : l'Eglise exilée; les Vandales, l'Eglise et l'ordre Byzantin; l'Eglise d'Afrique devant la conquête arabe — où l'auteur se réfère aux sources elles-mêmes, arabes et latines, et aux études qui ont été faites, dans une vision d'ensemble qui lui permet de recomposer avec ces débris les jalons d'une histoire largement mutilée. Faisant le récit des huit campagnes de la conquête arabe, l'auteur est très redévable des articles de M. Talbi dans l'*Encyclopédie de l'Islam* (2^e éd., III, p. 279; IV, p. 440-442). Un élément important (p. 114) semble avoir échappé à sa sagacité, au sujet de la Kāhina et de son appartenance à la tribu des Ġarāwa (cf. l'art. de M. Talbi, *ibid.*). Cette tribu, comme l'explique Talbi, « avait adopté d'abord le judaïsme, mais elle s'était convertie ensuite comme beaucoup d'autres tribus, dont les Nafūsa, au christianisme ». Il n'est donc pas étonnant de la voir lutter avec les Byzantins contre les Arabes. « Quant aux Berbères, on